



# Le Quotidien

## Statistique Canada

**Le jeudi 6 mai 2004**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

### COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

---

- **Permis de bâtir, mars 2004** 2  
 Dans l'ensemble, les intentions de construction ont diminué en mars. Une chute de la valeur des permis de construction non résidentielle a largement effacé le gain enregistré dans les projets de construction de logements. Les constructeurs ont pris pour 4,2 milliards de dollars de permis de bâtir, en baisse de 4,2 % par rapport au mois précédent.
- 

### AUTRES COMMUNIQUÉS

---

- Statistiques sur la survie au cancer 7
  - Base de données et modèle de simulation de politiques sociales 7
  - Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs, mars 2004 7
- 

### NOUVEAUX PRODUITS

---

9


## COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

### Permis de bâtir

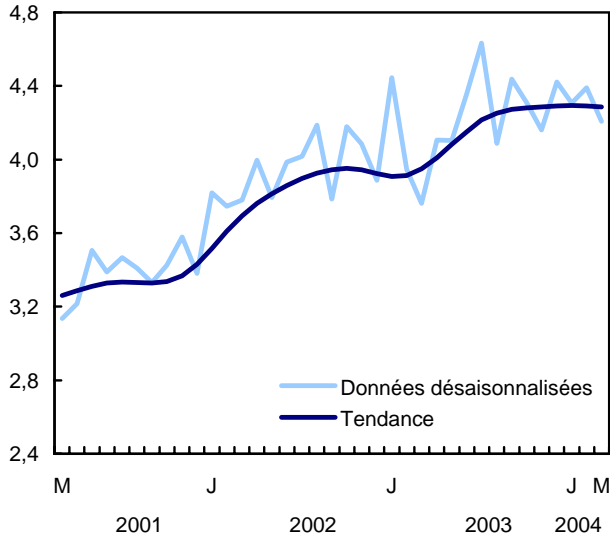
Mars 2004

Dans l'ensemble, les intentions de construction ont diminué en mars. Une chute de la valeur des permis de construction non résidentielle a largement effacé le gain enregistré dans les projets de construction de logements.

Les constructeurs ont pris pour 4,2 milliards de dollars de permis de bâtir en mars, en baisse de 4,2 % par rapport à février.

#### La valeur totale des permis a diminué en mars

En milliards de dollars



La valeur des permis de construction résidentielle s'est élevée à 2,91 milliards de dollars en mars, en hausse de 4,5 % par rapport à février et un niveau tout juste inférieur au sommet de 2,95 milliards de dollars atteint en décembre 2003.

À l'opposé, la valeur des permis de construction non résidentielle a reculé de 19,4 % pour se fixer à 1,29 milliard de dollars, soit son plus bas niveau depuis avril 2002. Cette régression est principalement attribuable à un recul des projets de construction institutionnelle et commerciale. Le secteur non résidentiel affiche une tendance à la baisse depuis juillet 2003.

Sur le plan trimestriel, la vigueur du secteur résidentiel a porté la valeur globale pour les trois

#### Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

premiers mois de 2004 à 12,9 milliards de dollars, en hausse de 6,2 %. De janvier à mars, les constructeurs ont pris pour 8,6 milliards de dollars de permis de construction résidentielle, soit 14,6 % de plus qu'à la même période en 2003. À l'opposé, la valeur des permis de construction non résidentielle a diminué de 7,5 % pour s'établir à 4,3 milliards de dollars.

À l'échelon régional, Montréal et Vancouver ont affiché les plus fortes progressions par rapport à 2003, grâce à la demande de nouveaux logements multifamiliaux dans les deux régions. Dans le secteur non résidentiel, une augmentation dans chaque composante a contribué à l'excellent résultat affiché à Montréal, tandis qu'à Vancouver, la hausse était attribuable uniquement aux immeubles à vocation commerciale. Les régions de Toronto et de Hamilton ont enregistré le recul le plus marqué par rapport à 2003, en raison d'une baisse de la valeur des permis de construction non résidentielle.

#### Augmentation de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux

Le marché de l'habitation est demeuré vigoureux au Canada, la valeur des permis de bâtir ayant dépassé la barre des 2,9 milliards de dollars au cours de trois des quatre derniers mois. Ce résultat remarquable est attribuable à la forte demande de logements unifamiliaux et multifamiliaux. La valeur des permis de construction a augmenté dans les deux catégories en mars.

Les municipalités ont délivré pour 2,0 milliards de dollars de permis de construction de logements unifamiliaux, soit 5,2 % de plus qu'en février. Cette hausse a mis fin à deux reculs mensuels consécutifs enregistrés depuis décembre, alors qu'un sommet

de 2,1 milliards de dollars avait été enregistré. Les municipalités ont approuvé la construction de 10 750 nouveaux logements unifamiliaux en mars seulement.

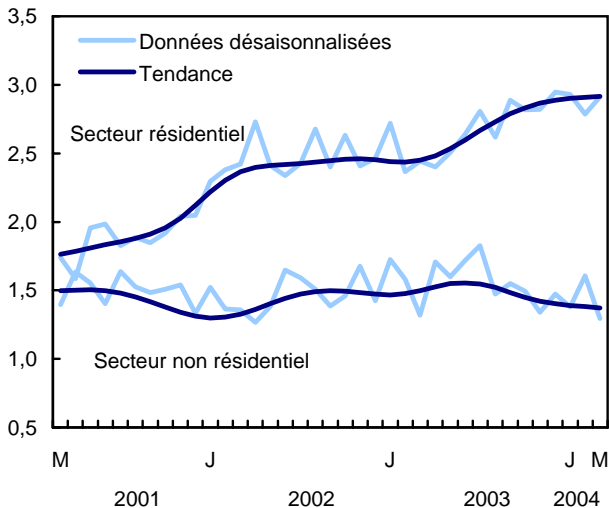
La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a crû de 3,1 % pour s'établir à 928 millions de dollars. Les municipalités ont autorisé la construction de 8 205 nouveaux logements multifamiliaux.

Le marché de l'habitation vigoureux, qui a bénéficié des très faibles taux hypothécaires, de la vigueur de l'emploi à temps plein et de la confiance des consommateurs, a eu des conséquences directes sur d'autres secteurs de l'économie. Selon la dernière Enquête mensuelle sur les grands détaillants, de fortes ventes de meubles, d'articles d'ameublement et d'appareils électroniques ont été enregistrées. L'emploi dans le secteur de la construction a augmenté de 23,9 % par rapport à il y a un an et le boom qui caractérise actuellement le secteur de la construction au Canada et aux États-Unis a continué de générer une importante demande de produits de transformation du bois.

L'Alberta a affiché le plus important gain mensuel (en dollars) parmi les provinces, les municipalités de l'Alberta ayant autorisé la construction de 2 085 nouveaux logements multifamiliaux, soit le plus haut niveau en 22 ans. Des hausses importantes ont également été enregistrées en Ontario, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

### Diminution importante dans le secteur non résidentiel

En milliards de dollars



La valeur trimestrielle des permis de construction de logements unifamiliaux a totalisé 5,8 milliards de dollars, en hausse de 9,0 % par rapport aux trois

premiers mois de 2003. La composante multifamiliale a connu une croissance très importante (28,3 %) et son niveau a atteint 2,8 milliards de dollars.

Dans l'ensemble, les municipalités ont autorisé la construction de 57 615 logements unifamiliaux et multifamiliaux au premier trimestre, soit 5 000 de plus que lors des trois mêmes mois en 2003.

Dans chaque province, la valeur cumulative des permis de construction résidentielle était plus élevée en 2004 que l'année précédente. Les plus fortes croissances (en dollars) ont été enregistrées en Colombie-Britannique et au Québec.

### La construction non résidentielle atteint son plus faible niveau en 23 mois

En mars, les intentions dans le secteur non résidentiel ont atteint leur plus faible niveau en 23 mois, à la suite de fortes baisses de la valeur des permis de construction institutionnelle et commerciale.

Dans ce secteur, le seul point positif a été la composante industrielle, où les intentions ont crû de 30,2 % pour s'établir à 330 millions de dollars, soit leur plus haut niveau depuis juillet 2003. Cette progression est attribuable presque en totalité à un important projet dans le secteur de la fabrication au Québec.

Après trois mois vigoureux, la valeur des permis de construction commerciale a chuté de 25,8 % pour se fixer à 653 millions de dollars, soit son plus faible niveau depuis décembre 2002. Le recul le plus marqué a été observé en Ontario, où les intentions de construction commerciale ont chuté de 38,5 % pour s'établir à 233 millions de dollars. Cette baisse était attribuable en partie à une chute enregistrée dans les projets de construction d'immeubles commerciaux et de services et d'entrepôts.

La valeur des permis de construction institutionnelle a chuté de 33,9 % pour se fixer à 311 millions de dollars, ce qui représente également le plus faible niveau des 23 derniers mois. Une fois de plus, c'est l'Ontario qui a enregistré la plus forte baisse, en raison d'une réduction générale qui a touché notamment les projets de construction d'hôpitaux et d'établissements d'enseignement.

Le secteur non résidentiel a subi les effets des indicateurs économiques non convergents. Tandis que la deuxième moitié de 2003 s'est révélée généralement faible du côté des ventes au détail, les dépenses ont rebondi lors des deux premiers mois de 2004. À l'opposé, les ventes en gros affichent une diminution générale depuis février 2003, bien que la majeure partie de cette régression soit attribuable au secteur de l'automobile. Selon la dernière Enquête sur les perspectives du monde des affaires, les fabricants

étaient en général incertains quant à leur situation à l'aube du deuxième trimestre de 2004.

À l'échelon provincial, la plus forte baisse (en dollars) a été enregistrée en Ontario, où la valeur a chuté de 36,9 % en mars pour s'établir à 489 millions de dollars, soit son plus faible niveau depuis février 2000.

Au cours du trimestre, les municipalités ont émis pour 4,3 milliards de dollars de permis de construction non résidentielle, en baisse de 7,5 % par rapport à la même période en 2003. Toutefois, ce niveau est toujours légèrement supérieur à celui enregistré au premier trimestre de 2002.

Les plus importants reculs ont été enregistrés dans le secteur institutionnel, où les valeurs au premier trimestre ont été de 14,6 % inférieures aux niveaux de 2003 pour s'établir à 1,1 milliard de dollars. Le secteur industriel a montré des replis similaires (en dollars), ayant chuté de 18,8 % pour s'établir à 803 millions de dollars.

Seul le secteur commercial a enregistré des hausses par rapport au premier trimestre de 2003, ayant progressé de 1,1 % pour atteindre 2,4 milliards de dollars.

C'est au Québec que la croissance au premier trimestre a été la plus forte, la valeur des permis ayant

crû de 37,8 % par rapport au même trimestre l'année dernière pour se fixer à 1,1 milliard de dollars, à la suite de hausses dans chacune des trois composantes. À l'opposé, ces trois composantes ont diminué en Ontario.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.**

Le numéro de mars 2004 de *Permis de bâtir*, vol. 48, n° 3 (64-001-XIF, 15 \$ / 156 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir d'avril 2004 sera diffusé le 7 juin 2004.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au (613) 951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*bdp\_information@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Erik Dorff au (613) 951-4901, Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

	Février 2004 <sup>r</sup>	Mars 2004 <sup>p</sup>	Février à mars 2004	Janvier à mars 2003	Janvier à mars 2004	Janvier-mars 2003 à janvier-mars 2004
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
<b>Canada</b>	<b>4 391,5</b>	<b>4 206,8</b>	<b>-4,2</b>	<b>12 155,4</b>	<b>12 904,9</b>	<b>6,2</b>
Résidentiel	2 786,1	2 912,5	4,5	7 529,7	8 627,1	14,6
Non résidentiel	1 605,4	1 294,2	-19,4	4 625,7	4 277,8	-7,5
Terre-Neuve-et-Labrador	39,6	41,1	3,9	78,6	120,4	53,1
Résidentiel	34,0	28,2	-16,9	52,9	91,9	73,6
Non résidentiel	5,6	12,9	129,6	25,7	28,4	10,8
Île-du-Prince-Édouard	11,4	12,9	12,7	28,5	38,4	34,6
Résidentiel	10,4	10,9	4,4	21,8	30,3	39,0
Non résidentiel	1,0	2,0	98,3	6,7	8,1	20,4
Nouvelle-Écosse	67,8	78,5	15,7	213,8	224,5	5,0
Résidentiel	44,4	60,9	37,2	141,8	148,8	5,0
Non résidentiel	23,4	17,6	-25,1	72,0	75,7	5,0
Nouveau-Brunswick	42,1	66,1	57,2	134,0	168,6	25,9
Résidentiel	34,3	50,4	46,8	95,2	139,2	46,2
Non résidentiel	7,7	15,7	103,2	38,7	29,4	-24,1
Québec	1 016,9	957,6	-5,8	2 307,7	2 988,4	29,5
Résidentiel	604,8	564,6	-6,6	1 515,8	1 897,5	25,2
Non résidentiel	412,1	393,0	-4,6	791,8	1 091,0	37,8
Ontario	1 899,5	1 670,1	-12,1	5 884,6	5 363,4	-8,9
Résidentiel	1 125,0	1 181,1	5,0	3 376,5	3 449,3	2,2
Non résidentiel	774,5	489,0	-36,9	2 508,1	1 914,1	-23,7
Manitoba	86,1	90,7	5,3	220,6	248,2	12,5
Résidentiel	48,4	57,6	18,9	119,7	154,5	29,1
Non résidentiel	37,7	33,1	-12,2	100,8	93,7	-7,1
Saskatchewan	48,5	57,3	18,2	176,3	153,4	-13,0
Résidentiel	30,0	35,8	19,6	84,1	93,9	11,7
Non résidentiel	18,5	21,4	15,9	92,2	59,5	-35,5
Alberta	511,6	638,2	24,8	1 618,7	1 607,4	-0,7
Résidentiel	350,0	467,0	33,4	1 056,4	1 140,7	8,0
Non résidentiel	161,6	171,3	6,0	562,3	466,7	-17,0
Colombie-Britannique	647,3	588,6	-9,1	1 477,0	1 960,4	32,7
Résidentiel	501,2	451,6	-9,9	1 057,4	1 468,9	38,9
Non résidentiel	146,1	137,0	-6,3	419,6	491,6	17,1
Yukon	1,3	1,1	-15,3	9,5	4,8	-49,6
Résidentiel	0,8	1,0	29,5	3,9	3,7	-4,8
Non résidentiel	0,5	0,1	-83,0	5,6	1,1	-80,7
Territoires du Nord-Ouest	9,9	2,9	-70,4	6,0	15,9	167,0
Résidentiel	2,0	2,8	38,1	4,1	6,9	68,4
Non résidentiel	7,9	0,2	-97,9	1,9	9,1	379,9
Nunavut	9,4	1,7	-82,2	0,0	11,1	...
Résidentiel	0,9	0,7	-25,9	0,0	1,6	...
Non résidentiel	8,5	1,0	-88,1	0,0	9,6	...

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

... N'ayant pas lieu de figurer.

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement<sup>1</sup>

	Février 2004 <sup>r</sup>	Mars 2004 <sup>p</sup>	Février à mars 2004	Janvier à mars 2003	Janvier à mars 2004	Janvier-mars 2003 à janvier-mars 2004
données désaisonnalisées						
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %
St. John's	25,5	32,6	27,8	54,2	88,3	62,9
Halifax	31,0	45,6	46,9	125,0	110,8	-11,3
Saint John	7,5	7,2	-4,0	22,2	23,4	5,6
Saguenay	5,7	4,6	-18,1	21,5	14,7	-31,5
Québec	131,6	97,3	-26,1	259,3	316,4	22,0
Sherbrooke	14,1	28,3	101,3	47,2	57,3	21,4
Trois-Rivières	8,8	14,9	69,6	31,4	32,1	2,0
Montréal	568,3	423,4	-25,5	1 161,3	1 587,1	36,7
Ottawa-Gatineau (Ontario et Québec)	254,9	165,8	-34,9	491,1	538,1	9,6
Ottawa-Gatineau (partie du Québec)	33,2	49,3	48,6	100,3	119,2	18,9
Ottawa-Gatineau (partie de l'Ontario)	221,7	116,5	-47,4	390,8	418,9	7,2
Kingston	10,7	13,8	29,3	43,9	38,0	-13,4
Oshawa	60,5	99,0	63,8	268,7	199,3	-25,9
Toronto	796,8	825,2	3,6	2 933,0	2 660,9	-9,3
Hamilton	82,4	68,8	-16,5	344,0	203,4	-40,9
St. Catharines-Niagara	43,3	45,7	5,4	127,1	138,8	9,2
Kitchener	125,3	54,1	-56,8	248,6	253,3	1,9
London	84,4	52,6	-37,7	170,4	227,3	33,4
Windsor	53,9	29,4	-45,4	161,9	120,8	-25,4
Greater Sudbury	3,3	4,9	49,6	18,6	9,5	-48,7
Thunder Bay	8,0	6,8	-14,6	27,9	19,3	-30,6
Winnipeg	50,8	54,0	6,4	151,2	153,4	1,5
Regina	14,0	20,5	46,2	50,4	55,5	10,2
Saskatoon	15,9	16,6	4,8	71,5	47,7	-33,3
Calgary	242,1	288,6	19,2	742,0	686,5	-7,5
Edmonton	115,5	158,5	37,2	412,3	434,7	5,4
Abbotsford	15,5	20,9	34,8	52,2	45,5	-12,8
Vancouver	355,8	340,4	-4,3	837,1	1 182,4	41,2
Victoria	52,8	36,2	-31,5	123,9	123,0	-0,7

<sup>r</sup> Données révisées.

<sup>p</sup> Données provisoires.

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

**Note:** Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

---

## AUTRES COMMUNIQUÉS

---

### Statistiques sur la survie au cancer

Il est maintenant possible d'obtenir des estimations additionnelles sur le taux observé et le taux relatif de survie après cinq ans pour les cancers diagnostiqués au Canada, à l'exception du Québec, de 1992 à 1994 (décès jusqu'en 1999).

Des tableaux, qui présentent les données annuelles de survie les plus récentes ainsi que des données groupées (trois ans), sont offerts gratuitement dans CANSIM. Ces tableaux sont accompagnés d'information supplémentaire sur la méthodologie utilisée et l'interprétation ainsi que de renseignements complémentaires. Vous pouvez consulter ces tableaux dans le chapitre intitulé «Statistiques sur la survie au cancer» de la publication *Statistiques sur le cancer* (84-601-XIF, gratuite) qui est accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Santé*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-1746 ([hd-ds@statcan.ca](mailto:hd-ds@statcan.ca)). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ghislaine Villeneuve au (613) 951-1641 ([ghislaine.villeneuve@statcan.ca](mailto:ghislaine.villeneuve@statcan.ca)), Division de la statistique de la santé. ■

### Base de données et modèle de simulation de politiques sociales

La *Base de données et modèle de simulation de politiques sociales (BD/MSPS)*, version 10,0, fondée sur les microdonnées de 1998, est maintenant en vente. La nouvelle version de la BD/MSPS peut être utilisée pour étudier les répercussions des changements apportés aux programmes fédéraux et provinciaux d'impositions et de prestations sur les familles et les gouvernements de 1988 à 2009. Ceci marque la première année où la BD/MSPS est fondée sur les données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu en raison de l'abandon de l'Enquête sur les finances des consommateurs.

La BD/MSPS est un modèle de microsimulation statique. Elle est formée d'une base de données, d'une série d'algorithmes et de modèles relatifs aux impôts et aux transferts, d'un logiciel d'analyse et de la documentation de l'utilisateur. La BD/MSPS existe depuis 1985 en produit hors série. Elle est largement utilisée par les analystes de politiques au Canada, qui étudient à peu près tous les changements du système d'imposition et de transferts depuis ce temps.

La BD/MSPS est un outil conçu pour l'analyse des interactions financières entre les administrations et les particuliers/familles au Canada. Elle permet d'estimer les effets de redistribution du revenu ou les incidences-coûts des changements au régime d'imposition des particuliers et de transferts aux particuliers. La BD/MSPS aide les chercheurs à analyser les retombées éventuelles des changements au niveau des impôts, des gains, des tendances démographiques et d'une foule d'autres facteurs.

La BD/MSPS nous permet de répondre à des questions de type «scénario». Qu'arriverait-il s'il y avait un changement dans les impôts que les Canadiens ont versés ou des transferts qu'ils ont reçus – qui serait gagnant et qui serait perdant? Les ménages monoparentaux d'une province donnée se tireraient-ils mieux d'affaire? Dans quelle mesure? Combien d'argent supplémentaire le gouvernement fédéral ou les provinces toucheraient-ils ou déboursaient-ils?

Le CD-ROM *Base de données et le modèle de simulation de politiques sociales (BD/MSPS)*, version 10,0 (89F0002XCB, 5 000 \$ / 12 500 \$) est maintenant en vente. Pour commander cette version, communiquez avec Dominique Paré-Champoux au (613) 951-1782, Division de l'analyse socioéconomique et de la modélisation.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Chantal Hicks au (613) 951-5311 ([bdmstats@statcan.ca](mailto:bdmstats@statcan.ca)), Division de l'analyse socioéconomique et de la modélisation. ■

### Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs

Mars 2004 (données provisoires)

En mars, les 42 aéroports avec tours de contrôle de la circulation aérienne de NAV CANADA ont déclaré 360 563 décollages et atterrissages au total, en baisse de 1,5 % comparativement à mars 2003 (365 905 mouvements). Cette diminution fait suite à un mois d'augmentation des taux de variation d'une année à l'autre des mouvements mensuels. Vingt-cinq aéroports ont enregistré des diminutions des mouvements d'une année à l'autre en mars 2004 par rapport à mars 2003. Huit aéroports ont enregistré des baisses de plus de 20 % en mars comparativement à deux aéroports en février.

Les mouvements itinérants (mouvements d'un aéroport vers un autre) ont augmenté de 2,5 % (+6 024 mouvements) en mars 2004 par rapport à

mars 2003. Il s'agit de la deuxième hausse consécutive d'une année à l'autre des mouvements mensuels. Les mouvements locaux (mouvements des aéronefs qui demeurent dans les environs de l'aéroport déclarant) ont diminué de 9,3 % (-11 366 mouvements) en mars 2004, faisant suite à une augmentation en février.

En mars, les dix premiers aéroports ont enregistré des augmentations du nombre de mouvements itinérants variant de 33,1 % (2 161 mouvements) à Victoria Intl à 0,2 % (13 mouvements) à Québec/Jean Lesage Intl.

Les dix premiers aéroports pour ce qui est du nombre de mouvements locaux ont rapporté des changements d'une année à l'autre variant de 53,8 % (1 788 mouvements) à Chicoutimi/St-Honoré à -19,5 % (-1 598 mouvements) à Montréal/St-Hubert. Huit aéroports parmi les dix premiers ont enregistré des hausses comparativement à neufs aéroports en février 2004.

La parution de mars 2004 de la publication *Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs*, vol. 3, n° 3 (51F0001PIF (TP1496, gratuite) est maintenant accessible en ligne. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Transports et Entreposage*.

Il est aussi possible de consulter les statistiques provisoires pour les 57 aéroports avec tours de contrôle et les aéroports dotés de stations d'information de vol de NAV CANADA pour mars.

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2715.**

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kathie Davidson au (613) 951-0141 ([aviationstatistics@statcan.ca](mailto:aviationstatistics@statcan.ca)), Division des transports. Télécopieur : (613) 951-0010. ■



## NOUVEAUX PRODUITS

**Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs,**  
mars 2004, vol. 3, n<sup>o</sup> 3  
Numéro au catalogue : 51F0001PIF  
(gratuit).

**Permis de bâtir,** mars 2004, vol. 48, n<sup>o</sup> 3  
Numéro au catalogue : 64-001-XIF (15 \$/156 \$).

**Base de données et modèle de simulation de  
politique sociale (BD/MSPS)**  
Numéro au catalogue : 89F0002XCB (5 000 \$/12 500 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

### Pour commander les produits

#### Pour commander les produits par téléphone :

Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez : **1 800 267-6677**  
Pour les autres pays, composez : **1 613 951-7277**  
Pour envoyer votre commande par télécopieur : **1 877 287-4369**  
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte : **1 800 700-1033**

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet :** écrivez à [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

catalogue 11-001-XIF (11-010-150-030401)



Le Quotidien  
Statistique Canada

Le jeudi 6 mai 1997  
Pour être diffusé à 8 h 30


**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage plus que de déplacements au sein d'un seul mode de transport urbain, soit le mode le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été contre toute attente assez faible. 5

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice de offre d'emploi, mai 1997 10
- Enquête sur les entreprises à court terme 10
- Ajuste en termes réels, novembre 1996 et le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

**NOUVELLES PARUTIONS** 12



### Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [listproc@statcan.ca](mailto:listproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.